Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1848.

Prorogation du délai fixé par l'art. 1^{er} de la loi du 16 mai 1847 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. BROQUET.

MESSIEURS,

La loi du 16 mai 1847 avait imposé au Gouvernement l'obligation de soumettre à la Législature, dans la présente session, les mesures qu'il était autorisé à prendre en vertu de ladite loi dans l'intérêt du trésor; mais les événements aussi graves qu'inattendus qui se sont succédé, et l'obligation de parer à toutes les éventualités, ayant absorbé tous les moments du Gouvernement et des Chambres, il a été impossible de s'occuper, dans cette session, d'un projet de loi qui touche à des intérêts dont la discussion a toujours si vivement et si souvent ému les diverses parties de la Législature. C'est en présence de cette impossibilité de discussion que le Gouvernement, voulant rester dans la légalité et ayant besoin d'une nouvelle autorisation pour maintenir des mesures indispensables pour sauvegarder les intérêts du trésor, propose d'ajourner à la session de 1848-1849 la proposition qui devait être discutée dans la présente session.

Dans les sections, ce projet n'a guère rencontré d'opposition; toutes lui ont donné leur adhésion. Dans la plupart, des observations ont été faites; plu-

(1) Projet de loi, n^o 241.

(2) La section centrale, présidée par M. LIETDS, était composée de MM. MAIQU, DE LA COSTE, BRABANT, BROQUET, LE JEUNE et SIGART.

sieurs d'entre elles ont chargé leur rapporteur de prier le Gouvernement d'accélérer autant que possible la discussion de la proposition de l'honorable M. Mercier.

Enfin une section, la quatrième, avait en quelque sorte subordonné son vote à la question de savoir, s'il entraît dans la pensée du Gouvernement d'aggraver la position des fabricants de sucre, en ajoutant encore aux mesures rigoureuses prises à leur égard dans l'intérêt du trésor.

Dans la section centrale, cette dernière question ayant été agitée, on décida qu'avant toute discussion ultérieure, il en serait référé à M. le Ministre des Finances, pour connaître son intention sur ce point.

Ce haut fonctionnaire s'empressa de répondre, « que l'intention du Gouvernement n'est pas d'aggraver les formalités qui tendent à assurer l'efficacité des prises en charge au compte des fabricants de sucre de betterave. Toutefois, il se propose de prescrire quelques mesures que l'on peut envisager comme très-secondaires, et qui auront entre autres pour effet de prévenir les tentatives de fraude que l'on a pratiquées dans certaines fabriques pendant la dernière campagne. Quant à la vérification des sucres et sirops de canne et de betterave présentés à l'exportation avec décharge de l'accise, les moyens d'exécution ne sont pas encore arrêtés. Quels qu'ils soient d'ailleurs, il ne pense pas qu'ils puissent soulever de la part des intéressés une objection fondée. »

La discussion ayant été reprise dans la section centrale, un membre, sans attaquer la loi en elle-même, soutient que la législation actuelle sur les sucres doit avoir les effets les plus désastreux pour l'industrie indigène; qu'il est probable que, tandis qu'au 1^{er} juillet prochain, le sucre de betterave sera imposé au *maximum* du droit fixé par la loi, au moyen de certaine combinaison employée par les raffineurs du sucre exotique, ils pourront se maintenir au *minimum* du rendement et jouir encore de la décharge dont ils profitent en ce moment; qu'un pareil état de choses doit nécessairement amener la ruine de l'industrie indigène, contrairement à l'esprit de la loi qui était de maintenir les deux industries; qu'en conséquence, il ne pourra donner son approbation au projet de loi, isolé de toute proposition tendant à rétablir l'équilibre aujourd'hui rompu.

La disposition unique de la loi proposée, ayant alors été mise aux voix, trois membres adoptent, un membre vote contre, deux s'abstiennent.

En conséquence, la section centrale a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi, tel qu'il est présenté par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

E. BROQUET.

Le Président,

LIEDTS.